

Allocution de

M. J e a n M O N N E T

A L'ASSEMBLEE GENERALE DES SYNDICATS LIBRES
DES PAYS MEMBRES DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE (CISL)

L u x e m b o u r g

5 - 6 Novembre 1959

1 - Je suis heureux de me trouver aujourd'hui parmi vous -
et ici à Luxembourg.

2 - Ce n'est pas sans émotion que je veux rappeler ici les
noms de certains d'entre vous que j'ai bien connus. Je
pense entre autres à Jouhaux, à Freitag, à Imig.

La participation active des syndicats à l'union de nos
pays et à la construction de l'Europe a été essentielle. Je
pense que sans leur appui constant, nous n'en serions pas
où nous en sommes aujourd'hui.

Nous avons veillé, ainsi que vous le savez, à ce que
les préoccupations syndicalistes soient constamment expri-
mées au sein de la Haute Autorité du Charbon et de l'Acier.
Je ne doute pas que ce soit le cas au sein de la Commission
du Marché Commun, mais je ne puis m'empêcher de regretter
que dans la composition de cette Commission ne soit pas pré-
vue la cooptation d'un syndicaliste ainsi que ce fut le cas
pour la Haute Autorité. Lorsqu'a été formé le Comité d'Ac-
tion pour les Etats-Unis d'Europe par les partis politiques
et les syndicats de nos six pays, j'ai trouvé auprès de
vous et de vos camarades des syndicats chrétiens un appui
constant.

3 - Et c'était naturel, car le but que vous poursuivez et
le but de l'Europe que nous voulons faire ensemble est le
même: améliorer les conditions de vie des hommes et ren-
forcer la paix.

Nous sommes maintenant à la fin de cette période de l'Histoire européenne au cours de laquelle la recherche du prestige, de la puissance, de la domination continuait à opposer nos pays. Depuis dix ans maintenant, nous n'avons pas poursuivi la constitution d'une coalition d'Etats, nous n'avons pas poursuivi un idéal abstrait. Nous nous sommes efforcés de créer les conditions matérielles permettant et l'augmentation du niveau de vie et la réunion graduelle des peuples d'Europe pour contribuer au maintien de la paix.

Je suis convaincu qu'il n'y a pas eu un homme raisonnable qui, au cours des vingt dernières années, n'ait pas réalisé que son pays ne pouvait surmonter seul les difficultés auxquelles il fallait faire face. Ces peuples qui tous avaient vécu des malheurs semblables, ont compris que l'heure de l'union était arrivée.

4 - Entre ces pays qui avaient été divisés pendant tant de siècles et que leurs intérêts et leurs traditions avaient éloignés les uns des autres, il fallait commencer par créer un intérêt commun permanent, des règles et des institutions communes, et pour cela il fallait agir, même si l'action était limitée.

C'est ce que la Communauté du Charbon et de l'Acier a fait il y aura bientôt dix ans. Elle a commencé à sceller la réconciliation franco-allemande. Nombreux sont parmi vous ceux qui avaient participé à son élaboration et alors à l'invention, entre autres, du Fonds de réadaptation.

Ensuite sont venus le Marché Commun et l'Euratom. Maintenant, nous sommes en train de constituer un vaste marché intérieur de près de 170 millions de consommateurs. Il nous suffit de regarder les niveaux de vie aux Etats-Unis

rendus possibles par leur grand marché intérieur, pour nous rendre compte de ce que nous pouvons accomplir avec le nôtre.

- 5 - Nous sommes en train de changer l'ordre de grandeur de nos problèmes et de nos possibilités. Déjà, notre Communauté a le plus grand commerce du Monde. C'est le plus grand importateur; l'accroissement de ses ressources a été plus rapide après la reconstruction de l'Europe, que celui d'aucune autre région du monde libre.

Le Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe dont vous faites partie, va discuter lors de sa prochaine réunion à la fin de Novembre les actions à poursuivre et à engager pour mener à bonne fin la réalisation de la Communauté Economique Européenne.

Vous comprendrez certainement que je n'en fasse aujourd'hui qu'une mention rapide puisque le Comité, dans quelques jours va, avec vous et vos camarades en discuter en détail. Il s'agit des relations du Marché Commun avec le reste du monde et les pays sous-développés, politique agricole commune, marché financier européen, politique d'énergie commune, dispositions anti-cartel et anti-trust, essentielles à la création d'un grand marché intérieur et dont le premier exemple se trouve déjà dans le Traité de la CECA. Il s'agit de politique de conjoncture et d'emploi.

Le Comité discutera de la fusion, au cours des années prochaines en un seul exécutif économique européen, des trois Exécutifs actuels et de l'élection de l'Assemblée Européenne au suffrage universel, ce qui entraînera le choix du district européen.

- 6 - Naturellement les actions que je viens d'énumérer prendront du temps à être réalisées - l'essentiel est de les engager - mais le temps presse. Il faut agir, et au

fur et à mesure que l'action nous portera, le contexte qui nous entoure changera aussi. Que ceux parmi vous qui ont participé aux discussions du Charbon et de l'Acier se souviennent à quelle opposition nous nous sommes heurtés ! Quelle volonté de ne pas changer l'état des choses existantes nous était opposée ! Et cependant, depuis, voilà à peine dix ans, que de changements ! et de rapprochements aussi !

Nous voyons maintenant devant nous la perspective prochaine d'une vaste Communauté: nous poursuivons l'élaboration d'une politique économique commune qui devrait être notre meilleur garant de l'expansion nécessaire à l'augmentation constante de notre niveau de vie - Communauté ouverte à tous ceux qui voudront accepter ses règles. En outre nous poursuivons, suivant leurs préférences ou leurs situations, ou l'adhésion, ou l'association des autres pays européens; en particulier la place qu'ils voudront prendre est ouverte depuis dix ans à nos amis britanniques. Ce qui caractérise notre Communauté, c'est qu'elle se fait par étapes et par des voies institutionnelles, qu'elle n'est pas limitée au cadre des Six, et qu'elle s'adaptera dans son développement aux conditions constamment changeantes du monde.

Nous pouvons déjà, avec raison, penser que l'action européenne que nous avons poursuivie commence à unir nos pays autrefois ennemis. Elle a eu des conséquences heureuses politiques et humaines, mais les problèmes que nous avons traités - charbon-Acier, Marché Commun, Euratom - sont des problèmes matériels. Nos efforts ont été tendus surtout vers la création de conditions rendant possible une amélioration plus rapide de notre niveau de vie.

Maintenant, il apparaît que le but que nous poursuivons nécessite pour être atteint un nouvel effort, complément

indispensable à ceux déjà accomplis, celui de l'enseignement *de nos enfants, de hommes, de femmes, de chacun*.

L'unification économique, éventuellement politique, de nos pays ne peut porter pleinement ses fruits que si le souci de la formation des hommes devient un élément essentiel de l'action de nos six pays. Quand je dis "les hommes", je pense à tous, des ouvriers aux plus hauts cadres.

Il s'agit là d'un problème grave. J'en proposerai la discussion au Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe - dont vous et vos camarades des syndicats chrétiens faites partie - lors d'une très prochaine réunion, afin de déterminer quelle action urgente entreprendre ensemble. Mais, déjà je veux vous en entretenir aujourd'hui.

o

o o

- 7 - L'économie industrielle et agricole au 19ème siècle pouvait progresser sur la base de l'enseignement primaire distribué à tous les travailleurs et d'un nombre limité de cadres formés dans les grandes écoles et les universités. De nos jours, l'expansion économique de l'Europe, pour prendre le large essor que rend possible à la fois l'unification économique et les facteurs techniques nouveaux, exige également que soit multiplié le rythme de formation des personnes qualifiées et des cadres scientifiques et techniques, dans des proportions dont nous ne soupçonnons pas l'ampleur.

Il y a un fait fondamental que nous devons constater: avec la nouvelle révolution industrielle et scientifique dans laquelle le monde s'engage, les facteurs humains (génie inventif, ingéniosité technique) vont jouer le rôle prépondérant qui était celui des ressources naturelles au

siècle précédent. Dans la compétition pacifique de caractère économique, qui s'ouvre entre les nations, l'avenir est à celles qui se donneront le système scolaire le plus complet, à celles qui tireront le meilleur parti de l'intelligence de leur jeunesse, de toute leur jeunesse !

Certes, dans le domaine de la connaissance et de l'intelligence, l'Europe est forte de son passé, de ses traditions, des qualités innées de ses populations, de leur capacité créatrice. Mais elle n'utilise pas pleinement ses possibilités. Si elle n'y prend garde, elle est en train de prendre un retard sérieux sur le plan scientifique et technique, retard qui sera bientôt irrémédiable.

La construction économique de l'Europe que nous réalisons ensemble ne portera ses pleins effets que si nos pays mettent fin au gaspillage de l'intelligence de leur jeunesse par une véritable démocratisation de l'accès aux plus hautes études.

Déjà, des progrès réels ont été accomplis dans ce domaine. Mais ils sont insuffisants; et trop lents; une action énergique doit être entreprise de toute urgence.

- 8 - L'expansion de l'enseignement ne peut se faire que par l'arrivée massive de tous les enfants, de vos enfants, dans les enseignements du second degré, généraux ou techniques, et dans l'enseignement supérieur. En d'autres termes, l'accès aux études longues doit devenir un fait normal pour tous les enfants quelle que soit leur origine sociale. Or nous devons bien reconnaître que ce n'est pas le cas actuellement. On peut estimer que dans la Communauté plus de 50 % des enfants d'ouvriers et de paysans ne reçoivent pas d'autre formation générale que celle de l'école primaire. 8 sur 10 enfants des hauts cadres entrent dans les établis-

sements secondaires qui ouvrent la voie normale des études supérieures, tandis qu'à peine 2 sur 10 enfants d'ouvriers et de paysans suivent la même voie.

- 9 - Au moment où, grâce au progrès économique, s'établit entre le temps réservé au travail et le temps réservé aux loisirs un meilleur équilibre, l'accès à toutes les formes de la culture, même les plus hautes, peut et doit, devenir le fait du plus grand nombre et ne plus être réservé à une minorité.

D'autre part, au milieu d'un monde qui se mécanise et dans lequel les techniques spécialisées prennent une part de plus en plus large dans la formation et la vie professionnelle, l'on doit se soucier davantage de sauvegarder le besoin propre de la pensée et de la vie intérieure.

Ce droit à la culture, qui est affirmé solennellement dans la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, restera purement théorique pour une jeunesse qui n'aurait connu d'autres études générales que les études primaires, quelle que puisse être leur qualité. Il ne faut plus engager l'enfant dans la vie professionnelle dès la fin des études primaires, à l'âge où il commence seulement à penser. La prolongation de l'enseignement au delà des études primaires, l'accès de la masse à des niveaux d'études qui furent longtemps réservés à une petite élite dirigeante, n'est d'ailleurs pas seulement une condition de la dignité et du bonheur de chaque homme, quelle que soit sa profession, c'est un impératif de l'avenir de nos démocraties.

- 10 - L'exercice d'une démocratie suppose, en effet, que tous les citoyens soient capables de se déterminer eux-mêmes et d'assurer une même responsabilité dans les affaires communes

chaque citoyen devrait donc avoir une capacité réelle d'analyser et de comprendre les problèmes nationaux et internationaux et de faire la critique des solutions qui lui sont suggérées. En raison de la complexité des problèmes nationaux et internationaux il ne peut jouer ce rôle s'il n'a reçu une solide formation intellectuelle et civique. Le progrès de l'instruction des masses est une condition de la sauvegarde de la liberté et de la démocratie.

A cet égard, l'Europe occidentale où l'âge limite de l'obligation scolaire demeure fixé généralement à 14 ans, est sensiblement en retard par rapport à d'autres pays modernes dans le domaine de l'instruction des masses.

11 - Est-elle plus favorisée quant à la formation de ses cadres ?

Bien au contraire, le rythme de formation des cadres de toute nature y est considérablement plus lent qu'aux Etats-Unis ou en Russie.

On peut estimer que:

- l'U.R.S.S. forme aujourd'hui, chaque année 1 ingénieur pour 3.000 habitants.
- les Etats-Unis " " " " 1 " pour ~~7.400~~^{5.000} habitants.
- l'Europe occidentale " " " 1 " pour 15.000 habitants.

En ce qui concerne l'enseignement supérieur, en reconnaissant qu'il n'y a pas nécessairement une équivalence dans les études, et que certains étudiants américains ou russes seraient considérés en Europe comme des élèves de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement technique, comment ne pas être frappé par les chiffres suivants, pour une population du même ordre de grandeur:

- 9.
- Les Etats-Unis ont 3.000.000 d'étudiants
 - La Russie a 2.000.000 d'étudiants, et
 - la Communauté 600.000 étudiants.

Sur ces deux points: formation de la masse, formation des cadres de la société, l'Europe occidentale se trouve dans une situation défavorable. Contrairement à ce que nous pouvions penser sur le développement de l'enseignement dans nos pays de vieille civilisation, les enseignements secondaires et supérieurs, loin d'être pléthoriques, apparaissent anémiés par rapport aux deux grands pays neufs.

o

o o

- 12 - L'instruction primaire obligatoire pour tous les enfants est aujourd'hui un fait acquis dans tous les pays d'Europe. Mais le minimum d'instruction obligatoirement donné à tous est-il suffisant pour une communauté économique en voie de réunion les conditions qui permettent une extension constante du niveau de vie ?

De quelque point de vue que l'on se place, la réponse est: NON.

Il nous faut:

- assurer à la masse de la population un niveau de culture générale beaucoup plus élevé par la prolongation de l'obligation scolaire et l'entrée de toute la jeunesse dans les études du second degré générales ou techniques;
- permettre à tous les enfants, s'ils en ont la capacité et le désir, quelle que soit leur origine sociale, de poursuivre des études longues jusqu'au niveau de l'enseignement supérieur.

Ces objectifs correspondent à un besoin actuel et urgent de la construction européenne. Ils soulèvent toutefois bien des difficultés et ne seront pas atteints sans que soient vaincues d'énormes résistances. Ils ne s'imposeront pas d'eux-mêmes - ou trop lentement - une action positive et concertée doit être menée dans l'ensemble de nos Six pays.

Pour les raisons que je vous exposais, il nous faut poursuivre ensemble activement l'unification européenne, et dans ce cadre, adapter d'urgence l'enseignement de nos enfants aux perspectives nouvelles qui s'ouvrent à notre communauté.